

« Pas de garderie, pas de boulot, c'est aussi simple que ça »

- Le nouveau « Baromètre des parents » Ligue des familles/RTBF/« Le Soir » le recense : 68 % des enfants fréquentent la garderie de leur école.
- Une ressource devenue indispensable pour les parents... mais pas toujours suffisante.

LE BAROMÈTRE DES PARENTS

MÉTHODOLOGIE

1.299 parents

Le « Baromètre des parents » est un sondage commandé, pour la troisième année consécutive, par La Ligue des familles, réalisé par l'institut Ipsos, et diffusé par la RTBF et Le Soir. Cette année, 1.299 adultes ayant en charge au moins un enfant de 0 à 25 ans et habitant en Wallonie ou à Bruxelles ont donc été interrogés entre le 7 et le 16 novembre. Le questionnaire, d'une durée moyenne de 20 minutes, a été complété en ligne. Dans les répondants, on trouve un peu plus de mères que de pères (60/40 %) et davantage de personnes des régions de Bruxelles et du Hainaut. La moyenne d'âge est de 40 ans. La marge d'erreur est de 2,7.

REPORTAGE

La nuit tient toujours fermement ses positions sur la place Bethléem de Saint-Gilles. Plus pour longtemps. Déjà, les phares des voitures, qui s'agglutinent dans les rues bruxelloises, percent l'obscurité. L'agitation des premiers travailleurs, filant pour attraper leur tram, trouble le silence.

Traînant son cartable derrière lui, dans les pas pressés de sa maman, un petit garçon longe les hautes fenêtres sombres de son école, encore endormie. Jusqu'à déboucher sur la seule pièce illuminée du bâtiment. Un coup de sonnette et la lourde porte de l'école des 4 saisons s'ouvre. Il est à peine 7 h 15, mais sept élèves jouent déjà avec entrain. « La plupart du temps, ils sont en forme !, observe Fatima Belouali, accueillante pour les maternelles. *Quand j'arrive le matin, il y a toujours quelques enfants qui attendent dès 7 heures moins dix, moins le quart. On a peu le temps de discuter avec les parents, ils sont pressés de partir travailler.* »

Le cri strident de la sonnette résonne en permanence et le groupe d'enfants grandit. Lucas déboule tête baissée, tirant sa mallette à roulettes, comme un

petit homme d'affaires pressé. « *Bonjour Lucas, l'accueille joyeusement Fatima, qui n'obtient pas de réponse. Toi, ça dépend des jours, hein ? Si tu t'es levé du bon pied ou pas...* » Dans un coin de la pièce, les plus grands jouent entre eux, tandis qu'à table, les crayons de couleurs, jeux de cartes et puzzles occupent les plus jeunes. Ou les plus calmes. « *J'ai pas ramené le journal "Metro", parce qu'on a pris la voiture ce matin* », s'excuse Vlad en arrivant avec sa petite sœur Miroula. Les habitués ont leurs rituels.

Dès 7 h 40, les deux accueillantes, Fatima et Rajah, dédoublent le groupe. Les élèves de primaires vont se défouler dans la cour tandis que les plus petits filent dans une salle plus grande. « *Il y a plus d'enfants à la garderie qu'avant, affirme Fatima, qui travaille depuis sept ans dans cette école, mais a une carrière dans le milieu de plus de quinze ans. D'abord, parce que l'école s'est agrandie, mais aussi parce que plus d'enfants ont besoin de la garderie.* » Les chiffres du « Baromètre des parents » sont clairs sur ce point : deux tiers des enfants fréquentent la garderie le matin et/ou le soir.

Avant de partir pour le boulot, Nathalie, qui travaille dans le secteur bancaire, prend cinq minutes, en déposant Lian et Delia : « *En tant que maman, je suis dans un stress constant. On a des rythmes de vie de dingues ! C'est surtout la course le soir. Tout clôturer à la va-vite, partir à la dernière minute pour optimiser le temps de travail, retraverser Bruxelles en croisant les doigts pour*

À l'approche de 18 heures, les derniers enfants qui attendent se rassemblent dans le même local

ne pas être en retard à la garderie... »

Les écoles de cette commune bruxelloise proposent des plages horaires plutôt larges. Le soir, la garderie ouvre jusqu'à 18 h 15 et le mercredi, des activités sont proposées entre 11 h 30 et 18 h 15.

Cirque, yoga, danse, bricolages, djembé, chant, gym, psychomotricité : les possibilités sont variées, le tout compris dans le prix basique de la garderie (1,20 euro par jour). « *Nous estimons que ce sont des moments très importants. développe la directrice, Valérie Ontijt. Les enfants ne doivent pas juste être "parqués", même si nous ne voulons pas tomber dans le tout occupationnel non plus. Les enfants ont parfois besoin de s'ennuyer.* »

L'approche de la garderie évolue depuis une dizaine d'années. Le décret « Accueil temps libre » (ATL dans le jargon), qui date de 2003, vise à développer et professionnaliser l'accueil extrascolaire pour les enfants jusqu'à 12 ans, en confiant cette responsabilité en priorité aux pouvoirs communaux qui souhaitent s'inscrire dans cette démarche, subventions à l'appui.

La nuit s'apprête déjà à prendre possession de la cour de récré à l'heure où les enfants, libérés des classes, jouent à balle chasseur. Un clown, perruque orange fluo sur la tête, file telle une fusée, les bras droit devant, suivi par une horde d'enfants qui miment tous ses mouvements.

Les élèves qui restent à la garderie se répartissent en quatre groupes. Des flèches indiquent aux parents où aller chercher leur progéniture. Dans l'une des deux pièces où accueillants et animateurs prévoient des activités ? À la salle de gym, où des animateurs de l'ASBL « CEMôme », spécialisés dans l'accueil extrascolaire, encadrent un groupe d'enfants ? Ou dans la salle de psychomotricité ?

« *C'est la même chose tous les jeudis :*

jour de la psychomotricité », s'amuse Pascaline. Son fils, Ewen, traverse un pont formé par un banc en bois, sans s'inquiéter de la présence de sa maman. Pour la maman de Malik, la garderie est tout simplement « *indispensable* » : « *Pas de garderie, pas de boulot : c'est aussi simple que ça !* », résume-t-elle.

Ces deux autres mamans, qui ne travaillent pas, préfèrent aussi laisser leurs enfants : « *Ils restent toujours à l'étude, car des professeurs sont là pour les épauler. Comme ils sont en immersion en néerlandais, on ne peut pas les aider. Et quand on vit dans de petits appartements en ville, les enfants n'ont pas l'occasion de se défouler. L'été, ils aiment bien jouer au foot dans la cour.* »

À l'approche de 18 h, les différents groupes se rassemblent dans le même local avec les derniers enfants qui attendent. Au total, 100 à 150 enfants utilisent la garderie chaque jour, sur une école qui en compte plus de 400. Ce soir-là, les derniers élèves sont peu nombreux.

Les accueillants tiennent la liste des enfants qu'on est venu rechercher, en notant qui les a emmenés. Kevin Verbeest, coordinateur de l'accueil extrascolaire de l'école « Les 4 saisons », reste chaque soir le dernier, pour fermer l'école. ■ replonge dans le noir complet. ■

L'accueil extrascolaire

Fréquentation de la garderie de l'école par les enfants de maternelle et de primaire

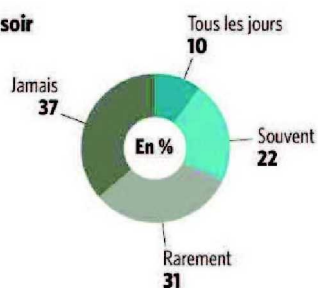


Besoin de solutions d'accueil supplémentaires, en dehors des heures de la garderie.

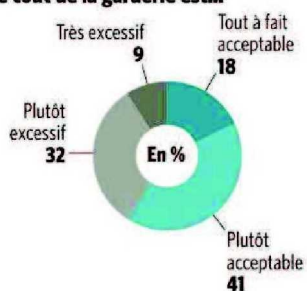
Le matin



Le soir



Le coût de la garderie est...

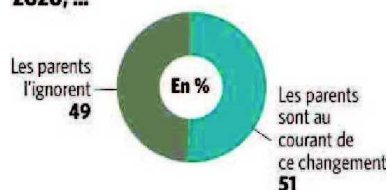


Les allocations familiales

Dans le budget des familles, les allocations familiales occupent une place :



Le système des allocations familiaales va changer au plus tard le 1^{er} janvier 2020, ...



... des parents ont des craintes à ce sujet



Nounous, temps partiels

Quand il faut des solutions plus larges

Un tiers des parents ont besoin de solutions complémentaires avant l'ouverture de la garderie le matin ou après la fermeture de celle-ci le soir. Comment se débrouillent les parents pour qui la garderie ne suffit pas ?

Delphine est réalisatrice, et son ex-compagnon comédien. Des vies d'artistes qui imposent des horaires de travail modulables et décalés. Ils ont deux filles, de quatre et dix ans. « *J'enseigne également au conservatoire de Liège, ajoute la maman. Les jours où je vais à Liège, il m'est impossible de déposer mes filles à la garderie avant de prendre mon train et d'être de retour à Bruxelles à 18 heures. Il faut à chaque fois inventer une solution.* » Delphine fait appel à des baby-sitters, mais qu'il faut souvent renouveler. Et qui ont un coût. « *On monte vite à 30 euros par jour. À une époque, on travaillait presque uniquement pour payer les baby-sitters.* » Depuis la séparation, les choses sont encore plus compliquées. La réalisatrice imaginerait bien des « titres-services » pour la garde d'enfants : « *Il faudrait un organisme fiable, avec un numéro unique, où l'on pourrait appeler pour*

trouver quelqu'un. »

Mary, pour sa part, a réduit son temps de travail à mi-temps. Son fils cadet, âgé de sept ans, fréquente une école spécialisée. Or, très peu de ces écoles proposent des garderies. « *L'école commence à 8 h 45 et ferme à 15 h, explique la maman. Le mercredi, les cours se donnent jusqu'à 11 h 40. Quand on travaille, c'est chaud !* » Infirmière à l'ONE dans le Hainaut, cette maman est donc passée d'un temps partiel à 8/10^e à un mi-temps. Mais cela reste compliqué. D'autant plus que l'infirmière va reprendre une formation un jour par semaine : elle a donc trouvé une étudiante qu'elle paiera « *en black* », admet-elle.

De salariée à indépendante

Sophie a pris les devants. Son petit garçon de 15 mois est déjà inscrit dans l'école maternelle de son village, où les places sont rares. Or, aucune garderie n'y est organisée le mercredi. Elle a quitté son emploi de salariée pour devenir indépendante, en tant que traductrice. Son compagnon et elle n'ont pas de parents disponibles, puisque ces

derniers sont encore actifs. Elle a mûrement réfléchi sa décision : « *Dans mon ancien boulot, on nous demandait d'en faire de plus en plus, d'être toujours plus flexible. Certes, ils avaient introduit le télétravail... mais aussi le contrôle qui va avec. On calculait le nombre de mots qu'on traduisait à l'heure ! Je ne voulais plus m'imposer un tel rythme de vie avec un enfant.* »

« *On ne peut pas flexibiliser un enfant* », ne cesse de marteler Delphine Chabbert, secrétaire politique de la Ligue des familles. Face au désarroi des parents, la Ligue demande d'urgence des réponses concrètes pour augmenter l'offre d'accueil flexible. Cependant, elle invite surtout à une réflexion plus globale sur les rythmes de vie des parents : « *Nous vivons dans une société qui flexibilise tout. Les parents de 2017 mènent des vies de dingues. Les familles s'appauvrissent, les séparations explosent, le burn-out parental menace un parent sur quatre. Il y a là une série de signaux d'alarme qu'on doit entendre collectivement, notamment avec les partenaires sociaux.* » ■

E.BI.

allocations familiales Les parents peu informés du futur changement

Dans le budget de la plupart des ménages (60 %), les allocations familiales constituent une ressource au moins importante, sinon essentielle. Les résultats du troisième « Baromètre des parents » Ligue des familles/RTBF/Le Soir sont très clairs sur ce point.

Pourtant, si chaque famille compte bien sur ce revenu tous les mois, la perspective du changement de système qui se profile à l'horizon 2020 semble sortir du champ premier de leurs préoccupations quotidiennes. Un parent sur deux n'est ainsi pas du tout informé de ce futur grand basculement, accé par la dernière réforme de l'Etat, qui a donc transféré la compétence du paiement des allocations familiales du pouvoir fédéral aux Régions.

La Ligue des familles, qui s'attendait certes à une part de méconnaissance, s'inquiète cependant de son ampleur. « *Nous avons l'impression de faire notre travail à ce point de vue, entame Delphine Chabbert, secrétaire poli-*

tique. Nous informons nos membres un maximum, mais nous ne sommes qu'une association. C'est la communication des politiques qui pose question ici ! L'importance de ce revenu dans le budget des ménages nous fait dire qu'il faut faire très attention au transfert. Car quand on les informe de ce changement, les parents expriment des craintes. »

Quelque 55 % des parents interrogés admettent en effet que cette perspective les inquiète ; ce chiffre montant à

59 % chez les personnes qui n'étaient pas informées de ce basculement avant de répondre au sondage.

Les Régions profitent en effet du basculement de système pour revoir le modèle en tant que tel. L'optique générale privilégiée est de supprimer les « rangs » actuels : le montant serait le même pour tous les enfants d'une famille. Les craintes se révèlent assez terre à terre. La peur de bénéficier d'un montant inférieur à l'actuel domine largement. Viennent ensuite

d'autres inquiétudes : ne pas recevoir ses allocations à temps, être victime d'erreurs, ne pas comprendre le nouveau système en vigueur, avoir des enfants dans l'ancien système et d'autres dans le nouveau, ou encore voir ses allocations changer en cas de déménagement. Ce qui s'annonce pourtant inévitable. Une différence que ne souhaitent pourtant pas la plupart des parents : ils sont 64 % à désirer des systèmes identiques à Bruxelles et en Wallonie et 19 % à plaider pour des systèmes aussi proches que possible, quand seuls 14 % demandent des allocations familiales s'adaptant mieux aux spécificités des Régions.

La complexité du dossier, désormais géré par différents niveaux de pouvoir, selon des timings et des visions distinctes, contribue plus que certainement au flou entretenu dans l'esprit des ménages. Qui, d'ailleurs, semblent peu se préoccuper du retard pris par la Région bruxelloise sur ce dossier.

À nouveau, ce sont les conséquences

la question. Elle plaide pour des systèmes wallon et bruxellois aussi proches que possible, mais s'adaptant tout de même aux réalités des Régions. « *Nous restons convaincus qu'il faut dans tous les cas changer de système, pour quitter ce modèle nataliste, qui date du siècle dernier et n'a plus sens aujourd'hui,* argue Delphine Chabbert. *Nous plaçons pour des modèles proches. La mobilité fait partie de la vie des familles, qui déménagent souvent. Construire un modèle chacun dans son coin, sans tenir compte de cette réalité dans un pays aussi petit que la Belgique, nous semble irresponsable.* »

« *Si les montants se révèlent trop différents d'une Région à l'autre, cela aura un impact sur la vie des familles et, par conséquent, sur le bien-être des enfants. Imaginons qu'en déménageant d'une ville wallonne à Bruxelles, vous recevriez 40 euros de moins par mois... Votre enfant n'aura plus droit à son entraînement de sport ?* » Pour autant,

concrètes qui priment dans l'esprit des familles. Pour deux tiers des personnes interrogées, le fait que Bruxelles soit à la traîne n'est ainsi pas directement un problème : mieux vaut garder le système actuel et changer plus tard, estime 35 % des parents, quand 29 % d'entre eux jugent que ce n'est pas grave... tant qu'ils reçoivent leurs allocations.

Il faut des systèmes wallon et bruxellois aussi proches

que possible, mais s'adaptant aux réalités des Régions

Sur la question des enfants concernés, les parents se montrent très divisés entre ceux qui souhaitent que toutes les familles basculent en même temps dans un nouveau système (39 %) et ceux qui jugent préférable que les enfants nés avant 2019 restent dans l'ancien modèle (37 %).

La Ligue des familles, pour sa part, ne modifie pas ses revendications sur

si la Ligue des familles plaide pour des montants identiques, elle recommande des plafonds plus élevés à Bruxelles en raison d'un coût de la vie qui y est également plus haut, ainsi que des suppléments sociaux plus importants, la pauvreté frappant davantage la capitale.

Pour l'heure, le gouvernement bruxellois bloque sur le nouveau modèle à adopter. En novembre, les ministres se sont accordés sur la partie technique. L'objectif est d'assurer la continuité du paiement et d'éviter tout problème au moment du transfert du fédéral aux Régions... Même dans l'éventualité où le nouveau modèle, lui, n'est pas prêt pour 2020. ■

E.BI.

LE SOIR

Sur notre site plus.lesoir.be, découvrez les projets des différentes Régions pour les allocations familiales, chiffres à l'appui.